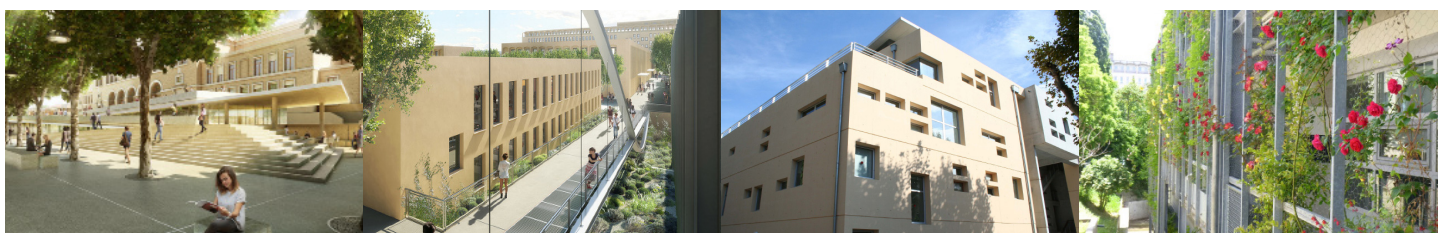


# MASTER MENTION DROIT INTERNATIONAL ET DROIT EUROPÉEN

Directrice : Pr. Nathalie RUBIO



## RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

[fdsp-scol@univ-amu.fr](mailto:fdsp-scol@univ-amu.fr)

## RÉFÉRENT ADMINISTRATIF DE LA MENTION

Pascal GAUTTIER

Courriel : [pascal.gauttier@univ-amu.fr](mailto:pascal.gauttier@univ-amu.fr)

Tél +33 (0)4 86 91 42 47

## RÉFÉRENTS ADMINISTRATIFS DES PARCOURS

Christine BOISSAC : [christine.boissac@univ-amu.fr](mailto:christine.boissac@univ-amu.fr) ;

Sébastien DELETTRE : [sebastien.deleltre@univ-amu.fr](mailto:sebastien.deleltre@univ-amu.fr) ;

Rossitza BARAKOVA : [rossitza.barakova@univ-amu.fr](mailto:rossitza.barakova@univ-amu.fr) ;

Laure MISTRAL : [laure.mistral@univ-amu.fr](mailto:laure.mistral@univ-amu.fr)

## ORGANISATION

La mention Droit international et droit européen comporte une première année commune et 6 parcours en deuxième année :

- Action et droit humanitaires
- Droit de l'énergie
- Droit de l'environnement
- Droit de l'Union européenne
- Droit international public
- Droit de la reconstruction de l'Etat

## CONDITIONS D'ACCÈS

Pour l'année 2018-2019, l'entrée en première année est conditionnée par l'obtention d'une licence en droit ou tout diplôme équivalent délivré par un établissement d'enseignement supérieur français ou étranger. L'entrée en deuxième année est soumise à l'examen du dossier de candidature par la commission pédagogique de chacun des parcours.

La procédure est dématérialisée et débute en mars 2018 pour la première année (M1) et avril 2018 pour la deuxième année (M2). Toutes les conditions sont indiquées sur le site de la Faculté de droit et de science politique de l'Université d'Aix-Marseille :

<https://facedroit.univ-amu.fr/scolarite-formation/espace-futur-etudiant>

Pour les candidatures aux programmes internationaux, les calendriers et les modalités sont spécifiques (V. Mobilité internationale).

# Objectifs

La formation apporte des connaissances approfondies en droit international, droit européen et droit de l'Union européenne, ainsi qu'en droit interne et droit comparé, dans divers champs fondamentaux d'intervention des personnes publiques et privées : activités économiques (concurrence, commerce), protection de l'environnement, énergie, institutions publiques (Etats, organisations internationales), action humanitaire, droits de l'homme.

La formation apporte de solides connaissances des enjeux et des régimes juridiques ainsi que des compétences méthodologiques leur permettant de répondre aux attentes communes aux différents secteurs professionnels en rapport avec le droit international et européen.

L'étudiant apprend, grâce à des techniques pédagogiques variées et innovantes, à :

- Respecter et faire respecter la réglementation, interpréter les textes juridiques, apporter les conseils juridiques propres à éviter ou à résoudre les contentieux, exercer une veille réglementaire, rédiger des actes, conventions, contrats
- Répondre aux demandes de consultations et d'expertises juridiques d'organismes publics ou privés, participer à l'élaboration d'outils d'aide à la mise en conformité réglementaire, participer à l'élaboration de dossiers de montage de projets
- Appréhender la transversalité des problèmes, replacer les questions européennes et internationales dans leur contexte juridique, économique, social, national et local ; développer une expertise transversale : juridique, économique, financière ; rechercher, analyser, synthétiser les informations.

## Débouchés

Les étudiants pourront poursuivre leur master par une thèse, susceptible elle-même de leur ouvrir les portes d'une carrière, en France ou à l'étranger, d'enseignant-chercheur ou de chercheur auprès d'un organisme de recherche national, voire même de chercheurs auprès d'organismes transnationaux (think tanks). D'autres pourront tenter des concours ou examens professionnels (Avocats).

Ils pourront également accéder à des emplois dans des cabinets de lobbying, des services des affaires européennes et/ou internationales de collectivités territoriales ou des services juridiques de grandes entreprises privées ou publiques, des organisations internationales et européennes et des organisations non gouvernementales.

# Programme

Le programme de chaque parcours de deuxième année (M2) est détaillé dans les présentations spécifiques.

Concernant le programme de première année (M1), il est articulé autour de 6 unités d'enseignement par semestre :

- Maîtriser les mécanismes fondamentaux
- Se spécialiser en droit international ou droit de l'Union européenne
- Approfondir ses connaissances
- Renforcer ses connaissances
- Elargir ses connaissances
- Interagir en langue étrangère (TD de langue et cours dispensé en anglais)
- Enrichir les compétences pré-professionnelles (C2I, stage, mémoire, procès simulés, concours européen, négociations internationales)

Les matières proposées sont les suivantes :

Droit des organisations internationales  
Droit international économique  
Politiques et actions de l'Union européenne  
Ordre juridique de l'Union européenne approfondi  
Droit international du développement  
Histoire des relations internationales  
Droit international pénal  
Droit fiscal international et européen  
Droit de l'environnement (1 et 2)  
Théorie générale des conflits de lois  
Droit de la nationalité et condition des étrangers  
Droit de la consommation  
Droit de la concurrence  
Argumentation et raisonnement juridiques  
Droit de la sécurité collective  
Droit international humanitaire  
Droit du contentieux de l'Union européenne  
International human rights law  
Espace judiciaire européen  
Droit social européen et international  
Droit du commerce international  
Droit de l'énergie  
Contentieux privé international  
Droit des contrats administratifs  
Droit public économique  
Droits fondamentaux et protection des données personnelles  
Justice civile et modes alternatifs de règlement des différends

# Modalités Pédagogiques

La mention Droit international et droit européen entend initier les étudiants aux méthodes de recherche et de raisonnement propres au droit international et européen. L'enjeu est ici double : renforcer les connaissances théoriques sur toute la largeur du spectre des questions relevant de l'ensemble disciplinaire ; offrir une solide formation technique aux étudiants soucieux d'acquérir une expertise juridique européenne ou internationale.

L'objectif est de doter les étudiants d'un « capital scientifique » et d'une culture générale afin de leur permettre de se mouvoir le plus sûrement possible dans un environnement se caractérisant par une diversité normative et une complexité croissantes. La formation dispensée au sein de la mention Droit international et droit européen vise à préparer les étudiants à aborder dans de bonnes conditions leur entrée sur le marché de l'emploi.

Les enseignements de première année (socle commun) ont été organisés afin de permettre aux étudiants de pouvoir librement choisir l'un des six parcours types proposés l'année suivante. Concernant les matières transversales, il est apparu fondamental de proposer aux étudiants des matières relevant du droit international et européen mais proposées par d'autres mentions. De même, concernant les parcours, un effort particulier de mutualisation des cours est fait pour maintenir une certaine cohérence de la formation.

## Mobilité Internationale

Les étudiants de première année du master bénéficient de la possibilité de poursuivre un semestre dans de nombreuses universités européennes grâce au programme Erasmus+.

Selon les parcours en deuxième année, les étudiants de la mention peuvent bénéficier d'une mobilité à la Peking University School of Transnational Law (Shenzhen, Chine), d'une double diplomation avec l'Université d'Ottawa (Canada) ou d'un parcours spécifique (Noha Erasmus Mundus).

Pour plus de détails sur les calendriers et modalités spécifiques : consulter également le site de la Faculté de droit et de science politique : <https://facedroit.univ-amu.fr/international> et du CERIC : <https://dice.univ-amu.fr/dice/ceric>

Faculté de Droit et de Science Politique - Espace René Cassin  
3, Avenue Robert Schuman  
13628 Aix-en-Provence Cedex 1  
Tél +33 (0)4 86 91 42 47 - Fax +33 (0)4 86 91 42 50